Des personnalités de renom appellent les dirigeants africains à agir au Burundi

Le Monde, 28.01.2016 Â« Messieurs les PrÃ©sidents, agissez au Burundi et au Soudan du Sud !Â» A lâ€™heure oÃ¹ vous vous rassemblez pour la 26e rÃ©union annuelle de lâ€™Union africaine, deux pays de notre continent se trouvent dans une situation critique.Au Burundi, les violences et les troubles causÃ©s par la dÃ©cision controversÃ©e du prÃ©sident de briguer un troisiÃ¨me mandat ont dÃ©jÃ coÃ»tÃ© la vie Ã 400 civils et ont forcÃ© 230 000 personnes Ã fuir le pays.
La forte augmentation des exÃ©cutions extrajudiciaires depuis dÃ©cembre, les allÃ©gations de viols collectifs et dâ€™actes d torture commis par les forces de sÃ©curitÃ©, et la dÃ©couverte de fosses communes ce mois-ci, sont autant dâ€™indications dâ€™une dÃ©tÃ©rioration rapide de la situation. Les Nations unies ont mis en garde face Ã la dimension ethnique croissante conflit. Nous nous devons tous de tirer enseignement de notre passÃ© et de prendre ces avertissements avec le plus grand sÃ©rieux. Entre-temps, auÂ Soudan du Sud, pays qui devrait aujourdâ€™huiÂ rÃ©colterÂ les fruits de lâ€™accord de dâ€™aoÃ»tÂ 2015 etÂ rechercherÂ les responsabilitÃ©s des crimes passÃ©s, la mÃ©fiance et lâ€™animositÃ© rÃ¨gnent entre adversaires, et le risque dâ€™un retour Ã la guerre plane. La violence sâ€™Ã©tend en effet Ã des zones du pays qui en Ã©ta prÃ©cÃ©demment prÃ©servÃ©es, tandis que prÃ¨s de 200Â 000 civils restent sous protection de lâ€™ONU dans des camps surpeuplÃ©s. La menace de famine est rÃ©elle. EmpÃªcher une nouvelle escalade de la violence Lâ€™Union africaine, et vous, qui en Ãªtes les Ã©minents dirigeants, avez lâ€™opportunitÃ© et la responsabilitÃ© dâ€™agir face Ã ces crises avant qu sâ€™enveniment. En dÃ©cembreÂ 2015, le Conseil de paix et de sÃ©curitÃ© de lâ€™UA sâ€™est rÃ©solu Ã Â envoyerÂ des de la paix de lâ€™UA au Burundi pourÂ empÃªcherÂ une nouvelle escalade potentiellement dÃ©sastreuse de la violence. De mÃªme, en rÃ©ponse Ã lâ€™accord de paix conclu auÂ SoudanÂ du Sud, la Commission de lâ€™UA sâ€™est engagÃ©e Ã A un tribunal hybride afin deÂ traduireÂ les hauts responsables de la guerre civile en justice. Malheureusement, aucune de ces dÃ©cisions nâ€™a encore Ã©tÃ© mise en Å“uvre et les situations des deux pays se sont dÃ©gradÃ©es. La crÃ©dibilitÃ© voit gravement mise Ã lâ€™Ã©preuve, de mÃªme que la capacitÃ© du continent Ã Â rÃ©soudreÂ lui-mÃªme ses problÃ¨mes. Ã©cornerait la rÃ©putation de lâ€™institution et de ceux qui la dirigent, et constituerait une trahison pour les citoyens ordinaires des deux pays dont les vies sont gravement affectÃ©es par la violence persistante et lâ€™impunitÃ©. Il est essentiel que les dÃ©cisions de lâ€™UA concernant le Burundi et le Soudan du Sud soient mises en Å“uvre immÃ©diatement, afin deÂ tenirÂ n engagement collectif Ã Â prÃ©venirÂ les crimes contre lâ€™humanitÃ© etÂ assisterÂ les personnes en grave danger. Nous ne pouvons pasÂ laisserÂ les intÃ©rÃªts particuliers et les allÃ©geances politiquesÂ prÃ©valoir. DÃ©ploiement dâ€™une force d protection africaine Pour le Burundi, nous appelons tous les membres du Conseil de paix et de sÃ©curitÃ© Ã Â userÂ de tous les moyens diplomatiques et leviers politiques afin dâ€™obtenir le consentement du gouvernement burundais pour le dÃ©ploiement dâ€™une force de protection africaineÂ ; Ã Â donnerÂ suite aux craintes du Burundi que des pays voisins aiden soutiennent la violence en armant des groupes dâ€™oppositionÂ ; et Ã Â investirÂ dans la restauration immÃ©diate dâ€™un pr de mÃ©diation solide et proactif. Pour le Soudan du Sud, le Conseil de paix et de sÃ©curitÃ© de lâ€™UA doitÂ entamerÂ desÂ discussionsÂ formelles sur la structure et le mandat dâ€™un tribunal hybride,Â nommerÂ un prÃ©sident d tribunal, et lancerÂ des enquÃªtes immÃ©diates sur le terrain afin deÂ prÃ©serverÂ les preuves importantes avant quâ€™elles disparaissent. Les peuples dâ€™AfriqueÂ et duÂ mondeÂ observent attentivement. Nous vous demandons deÂ faireÂ honneu leur confiance et dâ€™agir dans lâ€™intÃ©rÃªt du continent, de lâ€™institution que vous servez et de vos concitoyens africains Mohamed (Mo) Ibrahim,Â fondateur et prÃ©sident de la Fondation Mo Ibrahim. Jay Naidoo,Â prÃ©sident du Conseil de partenariat de lâ€™Alliance mondiale pour lâ€™amÃ©lioration de laÂ nutrition. Victor Ochen,Â directeur du RÃ©seau dâ€™in jeunesse africaine (AYINET). Chidi Odinkalu,Â prÃ©sident du conseil des gouverneurs de la Commission nigÃ©rienne des droits de lâ€™homme. Navi Pillay,Â haut-commissaire des Nations unies aux droits de lâ€™homme (2008-2014), juge et prÃ©sidente du TPIR (1996-2003). Ashish J. Thakkar,Â fondateur du groupe Mara et de la Fondation Mara.